

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**LES FRANÇAIS PLEBISCITENT UNE
ACTION FORTE CONTRE LE
RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE DE LA
PART DES POUVOIRS PUBLICS**

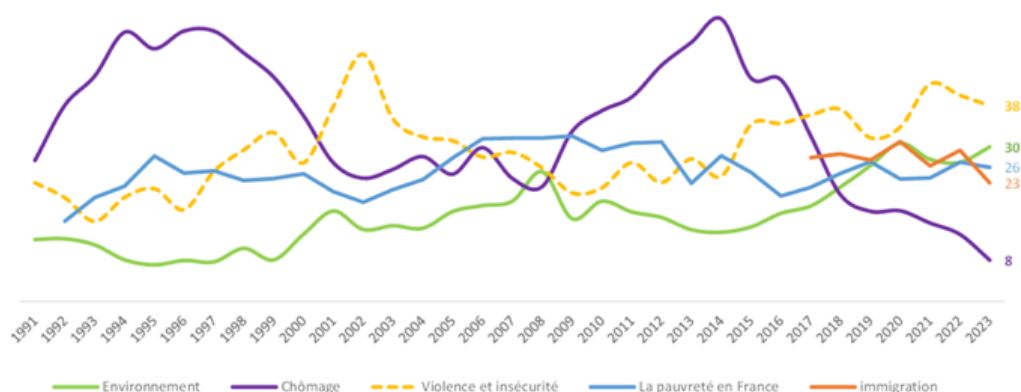
Le 11/07/2023

Dans un contexte de forte hausse des prix à la consommation, nourrissant un sentiment d'insécurité économique largement partagé, l'ADEME dévoile les résultats de son enquête « *Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2023* », réalisée en partenariat avec le CREDOC. Les résultats de l'étude montrent qu'en dépit du contexte économique, les préoccupations environnementales des Français restent fortes, avec l'attente d'une plus grande mobilisation des pouvoirs publics pour la transition écologique. Si on observe un recul du consentement à l'impôt en général et à la fiscalité environnementale, qui peut se justifier dans le contexte inflationniste actuel, les Français plébiscitent des moyens économiques conséquents et un encadrement des activités pour lutter contre le changement climatique, mais souhaitent en même temps être davantage impliqués dans les décisions.

Malgré le contexte, les Français attendent une plus grande implication des pouvoirs publics dans la transition écologique

Alors que la plupart des sujets de préoccupation (violence et insécurité, immigration, pauvreté, chômage) sont en recul, éclipsés par l'inquiétude liée aux tensions internationales, **le sujet de l'environnement est l'un des seuls qui progresse par rapport à 2022 (+3 points)**. Ainsi, dans un contexte de très forte hausse des prix à la consommation et de l'énergie, les préoccupations des Français pour l'environnement demeurent toujours fortes, et se placent même en deuxième position de leurs inquiétudes les plus importantes, après la violence et l'insécurité.

Graphique 1 – Les préoccupations environnementales diminuent légèrement mais restent parmi les principales préoccupations des Français
Parmi les sujets suivants*, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? – quatre premiers sujets choisis parmi une liste de 11



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

*Parmi 11 sujets : le chômage, la dégradation de l'environnement, les maladies graves, la pauvreté en France, la pauvreté dans le monde, la drogue, la violence et l'insécurité, les tensions internationales, les conflits sociaux, l'immigration, l'Europe.

Préoccupés par l'urgence climatique, les Français attendent **une plus grande implication des pouvoirs publics dans la transition écologique** et un **engagement massif des moyens pour lutter contre le changement climatique**. En effet, **82% souhaitent une mobilisation des moyens aussi importante que celle de la lutte contre la pandémie de la Covid-19**. Une majorité souhaite même un **encadrement plus poussé des activités économiques et des pratiques de consommation** : 71% des Français souhaitent **que la société soutienne exclusivement les activités économiques qui préservent l'environnement et pénalise celles qui y nuisent**. 62% préconisent de **réguler davantage les incitations à la consommation** (publicité, promotions...) afin de maîtriser l'impact des modes de vie sur l'environnement. Et **67% expriment la volonté que des règles collectives limitent les comportements nocifs pour l'environnement**, même si cela restreint certains choix de consommation individuels (comme choisir certains modèles de voiture, prendre l'avion, changer souvent d'équipements électroniques).

Les Français attendent également un système fiscal plus juste et d'être davantage impliqués dans les décisions

Si les Français soutiennent la mobilisation de moyens exceptionnels pour lutter contre le changement climatique, dans le contexte économique actuel, on observe un recul du consentement à l'impôt qui affaiblit dans le même temps l'adhésion à la fiscalité environnementale. **53% des Français ne souhaitent pas payer plus d'impôts quel qu'en soit l'usage (+3 points par rapport à 2022)**. A noter que 78% estiment être perdants de la redistribution socio-fiscale (+4 points par rapport à 2021).

De même, après une année marquée par l'envolée des prix de l'énergie, la part des Français prêts à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique est en baisse et ne concerne que 13% des personnes interrogées (-5 points par rapport à 2022 et moins 9 points par rapport à 2021). Une réticence particulièrement marquée chez les personnes ayant l'impression de vivre sur un territoire délaissé par les pouvoirs publics.

En conséquence, **les Français attendent un système fiscal plus juste, qui se matérialiserait d'abord par une plus grande contribution des hauts revenus au financement de la transition** (37%, +7 points par rapport à 2022), puis par le fait que tout le monde paie l'impôt sur le revenu (22%, -3pts) et par la suppression des niches fiscales (22%, -3pts), et, enfin, par la baisse des impôts et taxes en général (18%, -1pt). Sous certaines conditions d'affectation des recettes (financement des mesures en faveur de la transition, redistribution aux catégories modestes et moyennes, baisse d'autres impôts), plus d'un Français sur 2 (56%, -1 pt par rapport à 2022) pourrait accepter de s'acquitter d'une taxe carbone.

Parallèlement à ce souhait d'une transition juste, une large majorité de Français (73%) aspirent également à **être davantage associés aux décisions publiques**.

« Face au contexte inflationniste et à la hausse des prix, les solutions imaginées pour financer la transition écologique méritent un débat approfondi. Le mécanisme fiscal de la taxe carbone enregistre par exemple en 2023 un recul, venu paradoxalement des catégories qui y étaient auparavant les plus favorables, à l'image des cadres ou des hauts revenus. La fiscalité carbone n'est pour autant pas rejetée en tant que telle, mais doit s'inscrire dans une politique globale ambitieuse et équitable » **explique Patrick Jolivet, Directeur des études socio-économiques à l'ADEME**

La méthodologie

Depuis 2020, l'ADEME insère des questions dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC sur la fiscalité environnementale, l'action publique climatique et les aspirations vis-à-vis de modèles de société. Existant depuis 1978, l'enquête du CREDOC suit plus globalement les tendances de la société sur l'état d'esprit des Français, le rapport au travail, l'importance accordée à la santé, la confiance à l'égard des institutions, les préoccupations, l'environnement, les technologies, le pouvoir d'achat, etc. Cette vague d'enquête a été réalisée en ligne du 13 au 26 janvier 2023 auprès d'un échantillon de 3 000 individus représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus, résidente en France métropolitaine, en Corse et dans les DROM. .

Pour aller plus loin

- L'étude « *Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2023* » est disponible [ici](#).
- La vague 2022 de l'étude est disponible via ce lien : <https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/5872-sensibilite-a-l-environnement-action-publique-et-fiscalite-environnementale-l-opinion-des-francais-en-2022.html>

ADEME

Tél : 01 58 47 81 28
Mél : ademepresse@havas.com
Service de Presse

155 bis, Avenue Pierre Brossolette
92541 Montrouge Cedex



L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de la Transition énergétique et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

www.ademe.fr



[@ademe](https://twitter.com/ademe)